

BRISSY-SOUS-BOIS OU LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE

Fondation Jean Jaurès



BRISSY-SOUS-BOIS OU LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

BRISSY-SOUS-BOIS
OU LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Jean-Christophe Cambadélis est le Premier secrétaire du Parti socialiste depuis avril 2014 et député de Paris. Ancien secrétaire national du Parti socialiste aux Relations internationales et à l'Europe, il a été le directeur de la campagne du Parti socialiste pour les élections européennes de juin 2009. Il a publié notamment *À gauche, les valeurs décident de tout* (Plon, 2015), *Le Génie du socialisme. Un siècle d'avancées et de divisions...* (Plon, 2008), *Parti pris. Chroniques de la présidentielle chez les socialistes* (Plon, 2007).

INTRODUCTION

Ne cherchez pas Brissy-sous-Bois sur une carte. Brissy-sous-Bois n'existe pas. J'ai choisi ce titre pour illustrer précisément tous ces destins brisés dont on ne parle jamais, comme s'ils n'existaient pas. Il y a aujourd'hui dans notre pays des millions de personnes brisées, coupées aussi du reste de la société, séparées du monde des vivants, morts socialement avant d'être morts biologiquement.

Elle existe bel et bien, cette « mort sociale », pour parler comme l'anthropologue Philippe Charlier et comme Jacques Hassin, le fondateur du Samusocial aux côtés de Xavier Emmanuelli. C'est un fait, têtue et entêtante, les publics pauvres sont absents de l'espace public, absents des médias, des débats et parfois aussi de la statistique publique. La relégation se transforme en retrait, le retrait en isolement et l'isolement en invisibilité.

Simone Weil dans ses *Cahiers*¹ le résumait de but en blanc et on ne peut mieux : « Pour se rendre invisible, n'importe quel homme n'a pas de moyen plus sûr que de devenir pauvre. » Mais, disons-le, ce ne sont pas les pauvres qui décident de se rendre invisibles, c'est le système capitaliste ultra-financiarisé qui se fait prestidigitateur. C'est d'ailleurs le tour le plus incroyable de la société marchande : faire disparaître la misère et la grande pauvreté de l'agora médiatique. Certes,

1. Simone Weil, *Cahiers II*, 1^{re} éd., Plon, 1953.

on peut parfois apercevoir les précaires, mais alors ils y sont « mal vus ». On n'en parle dans la société du spectacle précisément que de manière spectaculaire : un hôtel hébergeant des mal-logés qui brûle en plein Paris, un fait divers sordide qui ne fait que confirmer les préjugés sur la dangerosité, voire l'inhumanité des pauvres, une émission de télé-réalité qui ne s'intéresse à la souffrance que pour la transformer en audience.

Structurellement, l'obsession médiatique du divertissement fait qu'on parle peu de ce qui gêne, de ce qui fâche. Surtout, la recherche effrénée de financement par la publicité a débouché sur l'obsession de la ménagère de moins de cinquante ans, mais pas des ménages de moins de 1000 euros. Cela dit, n'accusons pas que les médias, assumons également notre part de responsabilité, elle est conséquente. Cette invisibilité des précaires dans le débat public est aussi le reflet des préoccupations politiques présentes. Aujourd'hui, on parle peu de la réalité sociale en dehors des conflits sociaux et syndicaux, qui sont essentiels mais ne la résument pas pour autant. Aujourd'hui, le débat s'est sclérosé, on ne parle que d'économie et de compétitivité. Cette économisation de la pensée politique déteint inévitablement sur les débats que nous avons et ce, au sein même de la gauche, où toute l'attention a porté ces dernières années sur le sujet de la compétitivité, au prix de la relégation de la question du précaire. Le fameux *agenda setting* cher aux communicants (c'est-à-dire la fameuse « mise sur agenda ») s'est transformé en *agenda surfing*. L'idée n'est plus de fixer les termes du débat mais de prendre la vague du jour, bref de surfer sur la polémique, pas de peser sur le réel. Et nous voici étourdis par un immense bruit de fond qui ne porte que sur la forme.

Je suis parfois frappé par le choix des questions qui me sont posées au petit matin sur les antennes. Ainsi, pour donner un exemple

concret, en février 2016, interpellé sur les déclarations d'un joueur de football, j'avais répondu que c'était « le cadet de mes soucis ». Et j'ajoutai que j'aurais en effet préféré parler de l'évasion fiscale systématique et planifiée d'Ikea, qui avait soustrait plus de 1 milliard d'euros d'impôts à l'ensemble des États et donc des citoyens européens.

Autre exemple qui m'a marqué, toujours au début de l'année 2016. J'avais décidé de consacrer notre traditionnelle journée de rassemblement des secrétaires de section au thème de la précarité. La journée fut studieuse et passionnante, mais, à la conférence de presse, l'ambiance fut tout autre. Il n'y eut aucune question sur le précaire, rien sur notre thème de « la justice au cœur ». Les journalistes n'avaient qu'une idée en tête : parler de la primaire.

Décidément, j'avais du mal à faire partager ma préoccupation concernant la question du précaire. Ce n'était pourtant pas la première fois que je voulais placer ce sujet crucial au centre de l'attention. À l'issue des élections régionales de décembre 2015, dès l'annonce des résultats, j'avais solennellement demandé une inflexion forte de la politique menée. Après l'efficacité économique, il fallait faire de la compensation sociale l'axe majeur de notre politique. Après le redressement des comptes publics et le soutien à la compétitivité des entreprises, il fallait la redistribution, donc le soutien aux ménages, notamment les plus faibles. L'idée n'était pas seulement de bouger le curseur du montant des aides publiques aux entreprises, comme lors des débats agités au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mais celui de l'attention publique envers les plus précaires. Près d'un an plus tard, cette inflexion reste à faire. Voilà pourquoi j'écris ce livre sur le précaire. Pour qu'on en parle, pour qu'on y pense, pour qu'on y réponde.

En plus de l'économisme étroit, une autre question est venue matricer les débats et reléguer le précaire : la question identitaire. Cette question ne fait pas que droitiser les débats, elle les dépolitise aussi en évacuant à ses marges la question de l'égalité et donc des injustices. Une partie de la droite a décidé d'en faire la question-clé. Ce n'est pas en complément mais au détriment du social. Et cela revient à structurer intégralement le débat public autour de la question identitaire, qui est un piège pour la démocratie, pour l'égalité et pour les questions sociales, comme le montre Gilles Finchelstein dans son dernier essai².

Car enfin, il suffit de lire les programmes des candidats à la primaire de la droite pour voir que la question identitaire n'efface en rien la question du précaire. La droite a décidé d'être à la fois dans le moins-disant social et dans le médisant sociétal. Elle stigmatise tout ce qui est différent et tout ce qui est indigent, les autres et les pauvres. La droite s'extrême à la fois sur la question identitaire et sur la question sociale. Je ne m'attarderai pas ici sur le premier sujet, auquel j'ai déjà consacré de nombreuses pages. Mais arrêtons-nous un instant sur ce que la droite extrémisée nous concocte sur le plan social dans la perspective de la prochaine présidentielle. On le sait, chaque fois que la droite revient, l'égalité recule. La droite assume cette fois ouvertement et clairement son projet austéritaire et propose le programme le plus à droite depuis 1945.

Ils préparent une saignée sociale historique. Pour préparer leur France au rabais, ils vont mener une politique du rabot : suppression

des 35 heures, de l'impôt de solidarité sur la fortune, du compte pénibilité. En parallèle, les mesures austéritaires vont s'accumuler : augmentation de la TVA, dégressivité des allocations chômage dès douze mois, diminution des dépenses d'assurance maladie et plafonnement des minima sociaux.

Voici la différence : la droite oppose politique de l'offre et politique de la demande, soutien à la compétitivité des entreprises et soutien à la consommation des ménages. Comme s'il fallait à tout prix opposer les deux et choisir l'un contre l'autre. Cette vision hémiplegique est le plus court chemin vers l'inefficacité. La droite va mal. La gauche lui a volé son talisman de l'efficacité économique. Mais cela va plus loin. La droite est prise en tenaille. Pour exister face à l'efficacité de la gauche en matière économique et face au monopole identitaire de l'extrême droite traditionnelle, la droite dite républicaine a fait dans la double surenchère. On l'a vu ces derniers mois, les candidats de la primaire à droite se sont livrés à un concours Lépine sur les mesures les plus libérales en matière économique et un concours Le Pen sur les mesures les plus douteuses en matière identitaire.

Face à cela, la gauche doit relever la tête et mener le combat. Elle doit être fidèle à sa source et faire de la question du précaire la question centrale des débats. La gauche doute et se cherche depuis de nombreuses années. Elle sait qu'elle doit adapter ses façons d'être et de penser, j'en ai fait le cœur de mon projet en tant que Premier secrétaire du Parti socialiste. C'est tout l'enjeu du dépassement, tout le sens de la Belle Alliance populaire que nous avons lancée en avril 2016 et qui, depuis, monte en puissance, lentement mais sûrement, loin des projecteurs, mais sur le terrain, au quotidien. Cette alliance ne se joue pas au niveau des appareils, elle se fait dans le réel et, si elle prend acte

2. Gilles Finchelstein, *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Fayard, 2016.

de la désaffection partisane, elle s'appuie sur la formidable volonté d'engagement dans les associations, les syndicats et chez les citoyens. Cette alliance est un omni politique, et c'est tant mieux. Ce n'est pas une simple nostalgie du Front populaire, ce n'est pas une tentative de réanimation de la Gauche plurielle. Ce n'est pas non plus une resucée de Podemos, c'est autre chose. C'est moins centralisé qu'un parti mais plus structuré qu'un mouvement. C'est un prototype qui, à la manière d'un *software*, se développe au jour le jour, s'adapte ; on corrige les petites erreurs qui se sont glissées dans le code et on avance. Surtout, on essaie de produire quelque chose d'utile, qui ne sert pas qu'au moment des élections. Utile pour nos valeurs progressistes qui sont en danger. Utile pour le peuple de France et notamment pour celles et ceux qui souffrent de précarité.

Les Françaises et les Français restent politisés, ils s'intéressent à la chose publique, à ce qui agite notre société et à ce qui la fait tenir. Tout simplement, ce qui intéresse les médias et les politiques n'intéresse pas forcément les Français. Les Français restent le peuple le plus politisé du monde mais ils veulent qu'on se remette à parler de l'essentiel. L'essentiel, ce sont les besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, se vêtir, trouver un emploi et pouvoir se divertir. Eh oui, les partis politiques ont perdu de vue cet essentiel. Et les partis de gauche contestataires, trop occupés à pourchasser les opposants en leur sein et à excommunier leurs alliés potentiels à gauche, passent complètement à côté. Ils ne réfléchissent qu'à partir de la persistance rétinienne des années 1970 et, aveuglés par leur haine des sociaux-démocrates, ils ne voient pas la misère qui gagne chaque jour du terrain. Nous voulons changer cela. Dans la Belle Alliance populaire, nous voulons renouer avec notre raison d'être, avec nos valeurs et avec le peuple de France, et faire de la question du précaire la question

essentielle puisqu'elle touche à l'essentiel, puisqu'elle interroge le cœur même de la République.

Voilà pourquoi ce livre est consacré à la question. Je veux mettre au cœur du débat toutes celles et tous ceux qui vivent en marge de notre société et en périphérie des médias. Je veux parler de celles et ceux qui souffrent de précarité, de brutalités sociales, et d'un terrible sentiment d'humiliation et d'abandon. Je veux montrer l'envers du décor social, un véritable enfer social. Voilà où doit être la gauche : *avec* ceux qui sont *sans*. Sans logement, sans revenu, sans dignité, sans voix et sans représentants.

Il s'agit ici, derrière quelques chiffres et acronymes, de donner quelques éclairages, des témoignages surtout de celles et ceux qui sont notre honneur et se battent sur le front du précaire, grâce à qui les précaires peuvent relever les yeux, puis la tête et, parfois, retrouver une existence sociale plus digne.

Dans ce livre, je vais donner la parole à des acteurs engagés, qui donnent leur temps et leur énergie à ceux qui en ont le plus besoin. J'ai choisi des associations dont je connaissais certains responsables et qui ont déjà travaillé avec le Parti socialiste sur ce sujet. Il y a beaucoup d'associations qui méritent notre attention, j'en ai choisi quatre pour articuler mon propos, autour de quatre précarités qui me paraissent structurantes pour comprendre et pour lutter.

Si nous montrons et comprenons mieux les souffrances de nos concitoyens, nous pourrions mieux y répondre, développer des solutions plus appropriées à leurs besoins concrets. C'est pourquoi il faut également faire de cette question des précarités l'axe central de notre

politique pour les années à venir. Sortir les personnes du précarité, oui, c'est changer la vie. Je le dis clairement ici : il faut faire du prochain quinquennat le quinquennat du précarité. Il n'y aura pas de République si nous n'apportons pas de réponse à cette question. Il n'y aura pas de cohésion nationale sans cohésion sociale. Oui, plus que jamais, la France a besoin de la gauche !

LA NOUVELLE QUESTION DU PRÉCARIAT

En France, le débat public s'est sclérosé et s'est nivelé par le bas. Mais il faut ajouter d'emblée que ce nivellement par le bas s'est aussi effectué par le milieu. En effet, tout tourne autour des classes moyennes, de leur mal-être légitime et de leur crainte fondée de déclassement. Matraquage fiscal et malaise social, les classes moyennes sous pression sont le centre de l'attention. Cependant, si les classes moyennes sont un concept central du débat, la notion est pourtant peu claire. Pour le CRÉDOC, la classe moyenne représente les 50 % des ménages dont le revenu brut disponible n'appartient ni aux 30 % les plus modestes, ni aux 20 % les plus aisés. Pour France Stratégie³, il s'agit des personnes dont tous les revenus sont compris entre les deux tiers et le double du revenu médian. Au fond, une grande majorité de la population ferait partie des classes moyennes : classes moyennes supérieures et classes moyennes inférieures. Ainsi, les classes moyennes sont au milieu du débat, coincées entre la fortune et l'indigence, ni vraiment riches, ni vraiment pauvres. Ce flou de la moyennisation du débat a inévitablement conduit à une exclusion des deux extrémités de l'axe social. Les très riches, on n'en parle pas. On passe sous silence la délinquance en col blanc, à commencer par l'évasion fiscale pourtant cinq fois plus importante que la fraude aux aides sociales. On parle peu des salaires des managers, du fossé salarial qui est en train de se creuser

3. David Marguerit, *Classes moyennes : un Américain sur deux, deux Français sur trois*, France Stratégie, février 2016.

et qui rappelle, toutes choses égales par ailleurs, le fossé séparant l'aristocratie du tiers état. À l'opposé, on ne parle pas non plus des foyers en proie à la précarité. L'horreur djihadiste emporte tout sur son passage et recouvre tous les autres défis. Renforcée par l'obsession de l'identitaire au détriment du souci égalitaire, cette tendance se renforce sans cesse.

Un deuxième facteur de la sclérose du débat public est qu'on enferme les individus dans des cases sociales. La crainte du déclassement qui agite toutes les classes sociales fait qu'elles s'enferment et se barricadent. Cette lutte des castes reste silencieuse car des précaires, on ne parle pas, ils sont pestiférés, comme si la précarité pouvait s'attraper. De même qu'en Inde il y a les intouchables, en France il y a les invisibles qui sont aussi des « inaudibles », pour parler comme Céline Braconnier et Nonna Mayer⁴. Qui plus est, la peur du déclassement nourrit une haine de classe à l'intérieur même de ce que Jean Poperen appelait le « front de classe » : les ouvriers et les salariés précarisés ne luttent pas aux côtés des précaires sans emploi.

Commençons par le commencement. De quoi parle-t-on ? Pauvreté et précarité sont-elles synonymes ? Pas vraiment. La pauvreté se laisse mesurer. Comme toute mesure, le taux de pauvreté se réfère à un seuil. Être pauvre, c'est avoir un revenu moindre que celui dont dispose la grande partie de la population. Pour l'INSEE, une personne est dite pauvre si son niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian, soit 987 euros par mois, avec 2012 comme année de référence. Pour l'Observatoire des inégalités⁵, qui retient, lui, le seuil de 50 % du

revenu médian, une personne seule est considérée comme pauvre si elle vit avec moins de 840 euros par mois, avec 2014 comme année de référence. L'INSEE se conforme en fait à l'usage retenu en Europe, mais travaille aussi avec d'autres taux (40 % ou 70 %) et reconnaît que cela modifie l'ampleur.

Si la pauvreté a globalement baissé depuis les années 1970 (en prenant en compte le seuil de 50 % du revenu médian), elle augmente en France depuis la crise de 2008. Ainsi, en 2014, la pauvreté touchait 8,6 millions d'habitants, soit 14,2 % de la population française, contre 13 % en 2008. La pauvreté concerne surtout les jeunes, plus touchés par le chômage. La moitié des pauvres ont moins de 30 ans et 10 % « seulement » ont plus de 60 ans. La pauvreté touche plus les femmes, notamment parce qu'elles sont à la tête de familles monoparentales.

La pauvreté renvoie à une question de revenus, elle est donc plus quantifiable que la précarité, qui est plus difficile à cerner. Une définition de la précarité sur laquelle on peut s'entendre et qui va au-delà de la seule pauvreté monétaire renvoie au fait que les personnes touchées manquent de ressources – matérielles, culturelles et sociales – leur permettant de mener une existence décente. On est précaire aussi quand on ne peut pas atteindre certaines « normes » de consommation ou de confort. Il existe donc des « indicateurs de privation », qui portent sur l'alimentation, l'habillement, le chauffage et l'endettement. C'est ce qu'on appelle la pauvreté « en conditions de vie » ou pauvreté d'existence. La pauvreté en conditions de vie concernait 12,8 % des ménages en 2013.

Il est ici à noter que la pauvreté en conditions de vie et la pauvreté monétaire ne se recouvrent pas entièrement. Certains foyers

4. Céline Braconnier, Nonna Mayer (dir.), *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Presses de Sciences Po, 2015.

5. www.inegalites.fr

souffrent de pauvreté monétaire mais pas de conditions de vie. Les couples d'agriculteurs souffrent particulièrement de pauvreté monétaire mais pas forcément de pauvreté de conditions de vie. Certains souffrent des deux types de pauvreté, notamment les couples de chômeurs ou les familles monoparentales. Les jeunes diplômés peuvent souffrir de pauvreté de conditions de vie sans souffrir de pauvreté monétaire. Le recoupement entre pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie est donc partiel, mais il n'en demeure pas moins que, si l'on cumule l'ensemble des citoyens touchés par l'une ou par l'autre forme de pauvreté, on arrive à 20 % de la population. Oui, 20 % !

Alors, de quoi parle-t-on quand on évoque la précarité ? La précarité renvoie à la disqualification sociale, à l'exclusion du règne des normes sociales. L'étymologie de « précaire » est à noter : *precarius* veut dire « obtenu par la prière ». Nous sommes ici dans une logique d'assistance, le précaire est celui qui demande de l'aide et qui par là même tente de retrouver une certaine visibilité. Mais d'emblée, ce regain de visibilité est un stigmate social : on reçoit mais on ne peut rien donner en échange, on exprime en fait sa dépendance sans pouvoir éprouver un sentiment d'utilité. Disons-le, c'est la raison pour laquelle de nombreuses aides ne sont pas allouées car les bénéficiaires, soit ne le savent pas, soit n'ont pas le courage d'y prétendre. Ainsi, selon l'Observatoire des non-recours aux droits et services⁶, plus de 5 milliards d'euros de RSA ne sont pas versés chaque année à ceux qui pourraient en bénéficier.

Le mot précaire, plus qu'un synonyme de pauvre, est avant tout un synonyme d'incertain et d'instable, de fugace et de fugitif, comme

le dit le spécialiste de la précarité le professeur Patrick Cingolani⁷. Quand on est précaire, on vit littéralement au jour le jour, on ne sait pas de quoi demain sera fait. Ou plutôt si, on sait très bien de quoi demain sera fait : de la même galère. Survivre dans la précarité est un métier qui exige de déployer des trésors d'ingéniosité, créant un état de vulnérabilité permanente qui met le corps et les nerfs à l'épreuve.

La précarité renvoie à la notion de manque. Elle est une absence de visibilité, de certitudes, de sécurités qui empêche de vivre pleinement sa vie, qui touche tous les aspects de l'existence. On se rappelle ici ce passage des *Misérables* : « Chose horrible, qui contient les jours sans pain, les nuits sans sommeil, les soirs sans chandelle, l'être sans feu, les semaines sans travail, l'avenir sans espérance. » La précarité est aujourd'hui devenue un fait social complexe qui renvoie à des dimensions multiples, à une transformation générale de notre société et aux effets de la crise systémique qui touche le capitalisme fordiste. La révolution de l'immatériel s'y inscrit et, si elle est riche en innovations, elle reste pauvre en emplois stables et pérennes.

Le capitalisme financiarisé et mondialisé va profondément de pair avec une précarité dans le travail. Il y a dans notre pays 1 million de travailleurs pauvres. Le champ de l'emploi est d'ailleurs le terrain où est née l'expression « précaire ». Au moment où le terme apparaît, c'est le travail qui est avant tout précaire et c'est l'émergence du travail temporaire dès les années 1970 qui pousse les universitaires à se pencher sur le sujet.

Aujourd'hui, nous voici face à une nouvelle grande transformation et l'avènement d'une France à deux vitesses, polarisée entre

6. <https://odenore.msh-alpes.fr/>

7. Patrick Cingolani, *La Précarité*, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », 2015.

nomades et sédentaires, lents et rapides, connectés et périphériques, protégés et précaires. La nouvelle division du travail s'accompagne d'une nouvelle division de la société. La précarité ne se limite plus au monde du travail, elle impacte la société tout entière et, plus que d'une division, on pourrait parler d'une décomposition. Ce phénomène est inédit car, si les inégalités de statut ont toujours existé, la montée de l'individualisme a entraîné la dissolution des solidarités de classe.

Petit à petit, à mesure que le travail et la société se parcellisent, l'adjectif « précaire » se substantivise et désigne des personnes en état de vulnérabilité multiple. Un nouveau terme apparaît, le « précarariat », sous la plume de Robert Castel. Il renvoie au fait que la précarité s'étend et que les précaires sont de plus en plus nombreux. Peut-être que les riches ont gagné contre la classe ouvrière, mais une nouvelle classe semble émerger, sans conscience peut-être, mais elle est bel et bien là. Aujourd'hui, la question du précarariat se pose comme jamais.

Et plus important encore, il nous faudrait parler de « précarisation », un processus combinatoire où une forme de précarité s'articule à une autre, se combine, s'additionne et rend encore plus ténus les liens qui relient l'individu à la société. Serge Paugam, dans son ouvrage de référence intitulé *La Disqualification sociale*⁸, parle de trois seuils : fragilité, dépendance et rupture. Les précarités s'enchaînent, mais surtout elles progressent et se complexifient.

Nous sommes à l'approche d'une échéance cruciale et forcément la gauche de gouvernement a un bilan à faire valoir. À vrai

dire, ce bilan n'est pas mauvais. Depuis 2012, nous avons entre autres augmenté le RSA de 10 %, nous avons déployé un plan anti-pauvreté, tenté d'améliorer l'accès à l'hébergement d'urgence, reconnu la précarité comme motif de discrimination, créé la prime d'activité, généralisé le tiers-payant. Pourtant, pour beaucoup de nos concitoyens, cela ne va pas « mieux ». Il s'agit ici de regarder la réalité de cette souffrance en face et non pas de produire de la propagande électorale. Certains aspects de notre bilan peuvent nous rendre fiers, mais la réalité doit nous rendre humbles car l'essentiel reste à faire.

Dans les pages qui viennent, nous nous pencherons sur les quatre familles de précarité les plus importantes : précarité du logement, précarité de l'emploi, précarité sanitaire et précarité culturelle. J'ai essayé d'éviter le sentimentalisme, de ne pas céder à l'imprécation, mais j'assume le ton de ce court ouvrage, mi-descriptif, mi-militant.

Bienvenue à Brissy-sous-Bois.

8. Serge Paugam, *La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, 5^e éd., Presses universitaires de France, 2013.

LE MAL-LOGEMENT

Il y a des symboles qui marquent. En octobre 2015, je suis à Marseille afin de participer au colloque « Les femmes et l'Euro-Méditerranée ». Avec la sénatrice-maire du 8^e secteur de Marseille Samia Ghali, je veux me rendre dans les quartiers Nord. En tramway. Nous finissons à pied. Car le tramway s'arrête juste devant les quartiers Nord. Le bout de la ligne marque la délimitation sociale de manière cinglante. Les logements de ce quartier laissent à désirer mais, en plus de leur état, c'est leur situation qui pose problème : ils sont excentrés, comme coupés du reste de la ville.

Sans logement, la vie sociale est impossible, sortir la tête de l'eau improbable. Quand on est sans abri, on n'est à l'abri de rien. D'après la Fondation Abbé Pierre, il y a 141 000 personnes sans domicile en France, dont 30 000 enfants. C'est une progression de près de 50 % depuis 2001. Selon le collectif Les morts de la rue, 497 personnes seraient mortes en 2015, âgées en moyenne de 48 ans contre une espérance de vie nationale de 80 ans. L'INSERM estime que le véritable chiffre se situe aux alentours de 2 800 personnes.

Forme extrême de mal-logement, les bidonvilles n'ont pas disparu. On se souvient des années 1960, de Nanterre, algérien, et de Champigny, portugais. Aujourd'hui, les bidonvilles sont majoritairement peuplés de Roms, environ 44 000, et il faut ajouter les 500 « campements illicites » regroupant environ 40 000 migrants. Mais, s'il est essentiel

de pointer ces précarités insupportables au cœur de la cinquième puissance mondiale, il serait trompeur de limiter la précarité du logement aux seuls sans domicile fixe ou aux bidonvilles. Le mal-logement touche en effet 3,8 millions de nos concitoyens. La Fondation Abbé Pierre – dont nous interrogeons la directrice des missions sociales à la fin de ce chapitre – a ainsi recensé dans son dernier rapport⁹ 750 000 personnes privées de domicile personnel, qui vivent à l'hôtel, dans un hébergement « contraint » chez des tiers ou dans une habitation de fortune. Au-delà des 3,8 millions de mal-logés, la fondation considère que 12,1 millions de personnes sont fragilisées concernant le logement et qu'elles pourraient rapidement basculer dans le mal-logement, étant déjà confrontées au surpeuplement ou aux impayés de loyer et de charges. Le mal-logement, c'est aussi l'insalubrité : absence de toilettes à l'intérieur du logement, de système de chauffage... On estime ainsi à 4 millions le nombre de familles en situation de précarité énergétique.

Être fragilisé en matière de logement, c'est aussi tout simplement y consacrer trop de moyens et être obligé de sacrifier d'autres dépenses. Les ménages les plus pauvres y consacrent 56 % de leurs revenus, soit trois fois plus que la moyenne nationale des foyers. Bien entendu, le logement pèse beaucoup plus lourdement dans le budget des ménages locataires, environ 20 % en intégrant les charges au loyer. Notons aussi que les indépendants ont du mal à se loger, car les banques et les bailleurs exigent un CDI pour accepter le dossier d'un locataire ou accorder un prêt.

On touche ici à un point crucial, qui est une spécificité française. De plus en plus de travailleurs ont du mal à se loger

correctement. Je fais d'ailleurs souvent remarquer à mes camarades allemands que la flexibilité du travail est peut-être un peu moins problématique chez eux car un travailleur allemand n'aura jamais beaucoup de mal à se reloger. La gauche aux responsabilités tente de répondre à ce coût du logement, notamment de contenir la montée des loyers. Depuis le mois de juillet 2015, la ville de Paris a lancé son dispositif d'encadrement des loyers, dans le cadre de la loi ALUR. Cette initiative doit être pérennisée et étendue à partir de 2018. Une mesure en opposition au véritable enterrement du logement social mis en place par le conseil régional d'Île-de-France présidé par Valérie Pécresse, limitant notamment le financement du logement très social.

Une autre mesure importante dans la lutte contre le mal-logement a été la fin de la gestion saisonnière du dispositif d'hébergement, c'est-à-dire que l'ouverture de capacités exceptionnelles ne dépend plus de la baisse des températures. Autre mesure forte, le plan national de prévention des expulsions locatives, pour trouver des solutions dès les premières difficultés de règlement et faire diminuer la moyenne annuelle des 11 000 expulsions.

Depuis 2012, la gauche est en lutte contre le mal-logement, mais beaucoup reste à faire, à commencer par le renforcement de l'offre locative, y compris en relançant la cession de terrains appartenant à l'État. Oui, le logement sera un sujet central de la prochaine campagne présidentielle. Pour les candidats comme pour les associations. Il est temps de laisser la parole à la Fondation Abbé Pierre.

9. 21^e rapport sur l'état du mal-logement en France, 2016.

« UN COMBAT COLLECTIF ET QUOTIDIEN »

Entretien avec **Frédérique Kaba**,
directrice des missions sociales de la Fondation Abbé Pierre

Quels sont la raison et le moteur de votre engagement ?

Le moteur de mon engagement est simple : comprendre le processus d'exclusion et travailler avec les personnes exclues, à partir de leurs attentes, leurs besoins et leurs désirs. Pour ce faire, à la Fondation Abbé Pierre, nous élaborons des solutions avec des associations qui sont enracinées dans le réel, c'est l'essentiel.

Mon engagement trouve également son origine dans une colère, contre la détresse mais aussi contre le traitement inéquitable de personnes ou de familles du fait de leur pauvreté. Cette colère, j'ai voulu la rendre utile, dans le cadre d'une action collective, pour résorber les inégalités, pour protéger les plus fragiles d'entre nous. Pour ma part, à l'origine, je suis assistante sociale. J'ai travaillé dans différentes associations, où j'ai côtoyé la détresse, la misère. J'ai appris avec les personnes à contribuer au traitement de la problématique de l'exclusion.

Pouvez-vous nous présenter la Fondation Abbé Pierre et notamment ce qu'elle fait en matière de logement ?

À la Fondation Abbé Pierre, le logement est la question première car cette question surdétermine toutes les autres. Une personne qui vit le mal-logement sera dans le mal-être permanent. L'abbé Pierre le disait : « Vivre dignement implique qu'on soit logé, ce qui fait du logement un droit fondamental. » Avec un logement décent, on répond à de multiples nécessités vitales : pouvoir se sentir bien, au

chaud, en sécurité, et donc pouvoir être avec les autres, mais aussi envisager l'avenir. Obtenir un logement décent n'est donc pas une finalité, mais bel et bien le point de départ. Un logement décent, c'est la possibilité de reprendre contact avec les autres, nous venons de le dire, mais aussi avec soi-même. Un logement décent, c'est le retour possible à l'intimité, pour se retrouver, communiquer, et plus seulement être occupé à lutter.

Dans notre mission, nous essayons toujours d'ajuster nos actions en fonction de la personne en face de nous. Comprendre l'individualité et ses ressources, l'écouter et l'aider à mobiliser ces ressources, c'est crucial. Il ne suffit pas de plaquer un schéma, il faut « tricoter » des solutions. C'est aussi une question de rencontres. Face à une personne dans le désarroi, parfois dans la maladie, il faut être à l'écoute, dans le dialogue. Il est nécessaire que nous aidions à la levée des représentations, à faire comprendre que, pour certains, il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. Être avec les personnes stigmatisées, victimes du mal-logement, identifier ensemble les leviers du droit commun, promouvoir des solutions qui les prennent en compte et les aider à agir.

À la fondation, nos actions sont multiples, grâce à la générosité des donateurs qui nous font confiance. Il y a un travail de conceptualisation et d'expertise, avec le rapport du mal-logement que nous publions chaque année depuis plus de vingt ans. Un travail interpellatif vis-à-vis de la société civile et des responsables politiques. Et puis, il y a le soutien à l'action, autour de 900 projets menés chaque année avec 450 associations partenaires. Ces actions soutenues permettent de lutter contre l'exclusion et sont au service des mal-logés.

Comment le mal-logement a-t-il évolué au cours des dernières décennies ou dernières années ?

Nous observons une tendance lourde, c'est l'insuffisante production de logements, et en particulier de logements sociaux. L'écart entre les besoins et les capacités de logement est grandissant, car les logements disponibles ne peuvent répondre aux flux de personnes, qu'il s'agisse des expulsés ou des migrants. Un problème central est posé par l'absence de prévention. Une expulsion est une tragédie pour l'individu et un coût pour la collectivité, avec le coût de la procédure, pour la justice et pour le bailleur.

Un autre signe du malaise, c'est bien entendu le retour des bidonvilles. Aujourd'hui, on compte près de 20 000 personnes en France métropolitaine vivant en bidonville. Et puis, il y a plus de 140 000 personnes sans domicile fixe, chiffre en augmentation de 50 % depuis 2001. La précarité s'étend, voilà la tendance. Il y a toutes ces familles qui vivent à l'hôtel, solution temporaire qui s'éternise. Ces familles sont bloquées, parfois pendant des années, car le système patine, voilà la réalité.

Oui, les chiffres sont là, 3,8 millions de personnes souffrent de mal-logement extrême ou d'absence de domicile personnel. Et le mal-logement, c'est aussi la précarité énergétique ; en 2013, 11 026 000 personnes déclaraient avoir eu froid dans leur logement. Le mal-logement qui n'est pas réglé a aussi un coût social. Au niveau de la santé mais également de l'éducation des enfants. Quand un enfant vit dans un taudis, il vit dans des conditions telles qu'il apprend mal, qu'il grandit mal.

Quelles sont mesures actuelles les plus efficaces pour juguler cette précarité ?

Elles sont nombreuses, mais je souhaite plus précisément aborder

l'accès au droit, qui est aussi essentiel. Il faut bien avoir en tête que les individus ne sont pas égaux face à une dégradation de leur propre situation. Face à des fragilités, des accidents de la vie, des maladies, certains plongent pendant que d'autres s'accrochent et arrivent à saisir les recours, le droit commun.

Pour les plus fragilisés, nous savons que les textes de loi et les décrets ne suffisent pas. C'est pourquoi nous avons mis en place une plateforme téléphonique pour prévenir les expulsions et 45 permanences territoriales dédiées qui accompagnent les personnes sur leur accès aux droits. L'expérience nous enseigne que l'accès au droit n'est pas simplement un problème de sensibilisation ou de communication. Il faut donc faire plus, tenir compte du degré de fragilité et des ressources des personnes. Et ajuster un accompagnement qui permettra à chacun de se défendre et d'être à terme autonome.

Concernant les politiques publiques, des points positifs existent dans l'action de l'État. Cependant, il reste des domaines où elle est nettement insuffisante. Par exemple, sur les questions de la résorption de l'exclusion, nous n'en sommes pas à la fin de la gestion saisonnière. La fermeture des hébergements reste problématique car le retour à la rue, même transitoire, est une tragédie. C'est un retour en arrière dans les parcours de vie, un retour à la violence de la rue, un sentiment de ne pas être pris en compte dans son humanité.

Autre point, la garantie universelle des loyers, dispositif de la loi ALUR, ne sera pas mise en œuvre en tant que telle, de même que la généralisation de l'encadrement des loyers, qui est une mesure incontournable. Nous le regrettons car l'accès au logement est un élément central de réponse. Disons-le ainsi : les gens ne devraient pas avoir à choisir entre se loger et se nourrir. Derrière cette mesure, il y a la question de l'accès et du maintien dans le logement, de la garantie d'un logement digne quoi qu'il arrive dans la vie. Résorber

les passoires thermiques est également important pour les plus précaires et l'environnement ; le chèque énergie est une bonne chose mais la priorité doit engager un programme national plus ambitieux prenant en compte les plus défavorisés.

Certains citoyens dont les difficultés ne sont pas réglées ne se sentent plus concernés par la vie collective, par leur rôle citoyen. Il faut accélérer la résolution du mal-logement dans toutes ses dimensions pour avoir des espaces moins inégalitaires en France et permettre à chacun de se sentir partie prenante de la société.

Quelles sont les nouvelles mesures que les pouvoirs publics devraient mettre en œuvre ?

Elles sont nombreuses mais il nous semble important de relancer une production de logements suffisante pour apporter des réponses durables et adaptées à toute personne, famille en situation de mal-logement. La captation du parc privé vacant offre une des réponses à cette production d'une offre nouvelle de logements. Il est temps de développer réellement le réemploi et la captation de ces logements. Il n'est pas possible d'avoir des logements ou locaux vides et des personnes qui vivent et dorment dehors.

Plus généralement, il faudrait pouvoir compter sur une collaboration efficace des préfets, qui ne sont pas toujours au rendez-vous, comme nous l'avons malheureusement observé dans le cadre du plan de résorption de la pauvreté annoncé par le gouvernement en 2013. L'approche au plus près des territoires est souhaitable, tout comme une implication systématique et plus étroite des collectivités territoriales et des associations. Nos actions soutenues démontrent que, lorsqu'une telle coopération est à l'œuvre, les solutions sont opérantes et durables.

Vous présentez une nouvelle campagne de sensibilisation et d'interpellation. De quoi s'agit-il ?

Cette campagne s'inscrit dans le cadre préélectoral de l'année 2017. Elle vise, dans une dynamique positive et constructive, à mettre en évidence des actions conduites ou soutenues par la fondation. Elle a pour ambition de faire émerger des solutions efficaces et durables à des situations de mal-logement devant lesquelles bien des acteurs ont baissé les bras. Cette campagne s'articule autour d'une plateforme qui valorise les personnes mal logées comme acteurs premiers de la solution, et les acteurs associatifs, citoyens engagés qui accompagnent les exclus. C'est un combat qui se mène ensemble. Il est collectif mais c'est aussi un combat au quotidien, l'abbé Pierre nous le rappelle chaque jour : « La misère ne se gère pas, elle se combat. » Toute cette misère, toute cette souffrance, cela nous oblige. Nous devons donc agir. Agir sans relâche car, si nous n'agissons pas, la misère avance, nous le savons.

LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI

Dans mes déplacements, les discussions les plus sensibles, je les ai avec les personnes qui viennent de perdre leur emploi. Elles en parlent avec tellement de force, de rage et de regret. Même si le terrorisme préoccupe logiquement nos concitoyens, le niveau de chômage reste une question primordiale¹⁰. Le sujet n'est pas anodin, il n'est pas non plus impersonnel : un Français sur deux a aujourd'hui dans son entourage proche au moins une personne au chômage depuis plus de deux mois.

Quand on est chômeur, la précarité est partout, dans le revenu, dans les conditions de vie. Sans emploi, on doute de tout, on a le sentiment de n'être plus rien. Ne plus avoir de travail est un supplice. Il y a aussi les personnes qui n'en ont jamais eu. Oui, dans certaines zones industrielles dévastées, nous en sommes parfois à la troisième génération de chômeurs.

L'absence d'emploi, c'est la précarité assurée. Mais, même lorsqu'on a un emploi, la précarité n'est pas exclue. Par convention, un « emploi précaire » se définit par le type de contrat, mais il faut aller au-delà de la simple relation contractuelle et considérer d'autres variables qui génèrent elles aussi un fort sentiment d'insécurité au quotidien et d'incertitude sur l'avenir : revenu insuffisant, branche

10. « La nouvelle question sociale », étude Elabe pour la Fondation Jean-Jaurès, septembre 2016.

professionnelle très exposée à la concurrence internationale, absence de garantie sur le maintien de l'activité dans son entreprise, absence d'assurance chômage, refus de prêt bancaire... La liste est longue et les personnes concernées, de plus en plus nombreuses.

Stricto sensu, 12,3 % des emplois, soit environ 3,2 millions de personnes, ont un statut précaire selon l'Observatoire des inégalités¹¹, principalement en CDD ou en temps partiel. Il faudrait y ajouter une bonne partie des 3 millions de travailleurs indépendants ou des personnes travaillant dans les TPE, très dépendants des carnets de commande. Un autre chiffre parlant : 1 million de travailleurs vivent avec à peine plus de 800 euros par mois, majoritairement du fait du temps partiel contraint.

« Travailleur pauvre ». L'expression elle-même provoque le malaise. Toute notre société est construite autour de la notion de travail, pourtant il ne suffit plus forcément d'avoir un emploi pour vivre dignement. Les travailleurs ont la flexibilité mais pas toujours la sécurité. C'est pourquoi la gauche a décidé de créer la prime d'activité, qui remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi. Les non-salariés peuvent en bénéficier et les travailleurs de 18 ans ou plus, les étudiants salariés et apprentis. De février à juillet 2016, cela a concerné plus de 3,4 millions de foyers. Soyons précis, cela représente pour un célibataire au SMIC une aide doublée, passant de 65 à 132 euros par mois ; pour un couple avec un enfant et touchant un seul salaire au SMIC, 414 euros au lieu de 343 actuellement. Du pouvoir d'achat en plus, de la précarité en moins.

11. « 3,2 millions de salariés précaires en France », Observatoire des inégalités, octobre 2016, disponible sur www.inegalites.fr/spip.php?article957

Voilà ce que fait la gauche au pouvoir. Les aides, pour la droite, ne veulent pas dire solidarité mais « assistanat ». Pour elle, il faudrait même baisser le RSA pour que le montant des aides sociales ne puisse pas dépasser le salaire minimal. ATD-Quart Monde a déjà répondu dans un livre¹², indiquant qu'il n'existe qu'un seul cas dans lequel l'écart RSA-SMIC n'est pas significatif : celui d'une personne seule et sans enfant. Ce cas représente environ 5 % des foyers fiscaux en France ».

Mais, malgré les aides pour soutenir les travailleurs précaires, la situation reste difficile. À vrai dire, tous les Français se sentent concernés, comme l'étude Elabe déjà citée le montre clairement : 15 % des ouvriers seulement disent boucler facilement leurs fins de mois et 34 % des actifs estiment qu'ils pourraient perdre leur emploi ou des avantages liés à leur statut dans les mois à venir. Une partie de la réponse, nous le savons, est la formation. Le compte personnel d'activité, qui pourra contenir jusqu'à 150 heures par salarié, est une des avancées majeures du quinquennat. Son objectif est faire évoluer les compétences tout au long de la vie professionnelle, aider les personnes en reconversion professionnelle sans diplôme, mais aussi celles et ceux qui désirent créer leur entreprise.

C'est la bonne approche, dans une économie fortement exposée aux cycles économiques mondiaux et aux disruptions de la révolution de l'immatériel et de la robotique. Ce dernier élément n'est pas fait pour nous rassurer. Une étude du Forum économique mondial¹³ a estimé à 5 millions le nombre d'emplois pouvant être perdus en réaction à la robotisation croissante dans les quinze premières économies mondiales

12. *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté*, Éditions de l'Atelier, 2016.
13. World Economic Forum, *The Future of Jobs*, 2016.

d'ici cinq ans. Encore de la précarité en perspective. Encore une raison de soutenir le principe de solidarité et de le mettre au cœur de notre action. De soutenir aussi les associations qui travaillent pour l'insertion professionnelle, comme le Groupe SOS.

**« IL Y A TELLEMENT D'ÉNERGIE,
TELEMENT DE BONNE VOLONTÉ »**

Jean-Marc Borello,
président du directoire du Groupe SOS

Pouvez-vous vous présenter et parler de votre engagement ?

J'ai commencé comme éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) en 1977. En 1981, je deviens conseiller à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Je m'occupe ensuite des quartiers difficiles, j'essuie un peu les plâtres car aucune politique publique n'existe en la matière. Je fais plus tard la connaissance de Gaston Deferre et je me retrouve à travailler en parallèle pour la municipalité de Marseille, sur les questions de toxicomanie et de rénovation urbaine.

Après l'arrivée de la droite au pouvoir, je démissionne de la fonction publique et rejoins un groupe de PME actif dans le domaine de la restauration et du spectacle. Et, bien entendu, je continue de m'occuper du Groupe SOS que j'ai contribué à créer en 1984, qui se concentre encore à l'époque sur la question de la toxicomanie. En 1997, après des années de bénévolat en son sein, je me consacre à temps plein au Groupe SOS et en deviens salarié. Nous sommes alors 300 à déployer une logique économique au service de l'intérêt général. Aujourd'hui, notre organisation compte 15 000 salariés.

Pouvez-vous justement nous présenter le Groupe SOS, et notamment ce qu'il fait en matière d'emploi ?

Le Groupe SOS est le leader européen de l'économie sociale et solidaire. Nous sommes actifs dans cinq secteurs principaux : la

solidarité – notre partie pour ainsi dire « historique » –, qui déploie des dispositifs de lutte contre la toxicomanie mais qui s'occupe désormais aussi du handicap ; ensuite, la jeunesse, qui couvre la petite enfance et la protection de la jeunesse ; le secteur senior, avec les maisons de retraite médicalisées ; le secteur santé, avec les hôpitaux et les services de soins à domicile ; et enfin, le secteur emploi, qui regroupe des entreprises d'insertion et de développement durable mais également la formation, qui est le nerf de la guerre. On compte ici des entreprises du commerce équitable, du BTP, une entreprise de restauration de bâtiments qui travaille avec les Compagnons mais aussi la branche traiteur et la branche formation du restaurateur Thierry Marx.

À noter que, tous secteurs confondus, nous créons environ 1 500 emplois par an. La logique de ces secteurs est commune : montrer que l'on peut pérenniser des activités économiques sans pour autant entrer dans une logique de rentabilité. En somme, la recherche de l'efficacité, mais sans sacrifier à la seule recherche de profit.

Quand on évoque la précarité de l'emploi, on a le sentiment qu'elle touche de plus en plus de monde. Quelle est votre analyse ?

C'est très simple, aujourd'hui, dans nos centres d'hébergement d'urgence, nous accueillons 13 % de travailleurs pauvres. Cela n'existait pas il y a dix ans. Dans la majorité des cas, ce sont des personnes en CDD à temps partiel subi, typiquement des caissières qui travaillent 32 heures, les employeurs les occupant exactement trois heures de moins que le temps légal... Elles gagnent donc moins que le SMIC et ne peuvent souvent pas se loger dignement. Il y a aussi des personnes au SMIC qu'un accident de vie, souvent un divorce, force à dormir sur le parking de leur entreprise.

Un autre élément nouveau, ce sont les jeunes majeurs précaires

(18-25 ans) qui, pour des raisons d'économies budgétaires, ne sont plus couverts par l'aide à l'enfance et qui se retrouvent sans le filet et sans l'accompagnement des travailleurs sociaux le jour de leurs 18 ans. Au fond, pour répondre à votre question, disons que notre public, ce n'est plus les grands exclus comme aux débuts du Groupe SOS mais la « population générale », de plus en plus exposée à la précarité sociale, sous l'effet du chômage de masse, des économies budgétaires et de l'explosion des loyers.

En quoi l'économie sociale et solidaire peut-elle être une réponse à cette précarité ?

Soyons clairs : la précarité dans l'emploi ne fait que commencer. Nous sommes allés chercher les gens dans les campagnes au XIX^e siècle pour faire tourner les usines, mais la mécanisation et maintenant la robotisation font que nous n'avons plus autant besoin de bras. On le sait, beaucoup de « petits » boulots vont disparaître. Que pourront faire les chauffeurs face aux voitures dites sans chauffeurs ? Et les caissières face aux lecteurs de codes-barres qui scanneront un Caddy entier en deux millièmes de seconde ? Si l'on ajoute à cela la concurrence internationale et la moins-disance sociale, le cocktail est explosif. Il faut inventer un tout autre modèle, car on ne va pas casser les robots, tout de même ! L'idée n'est pas d'améliorer la bougie mais d'inventer l'ampoule.

L'économie sociale et solidaire est une voie. Notre modèle n'est cependant pas de créer un écosystème pour les précaires. Ainsi, nos hôpitaux ne sont pas réservés aux pauvres mais ouverts à tous, quel que soit le revenu. Nous sommes pour une logique économique et solidaire pour tous. Nous considérons en outre que l'emploi est essentiel pour s'en sortir et s'insérer socialement. Mais nous pensons que la formation doit s'adapter plus vite au monde réel de l'entreprise

et saisir aussi les chances offertes par le numérique ainsi que le développement durable. Deux exemples d'initiatives exemplaires. Tout d'abord, un projet que nous soutenons et qui forme les réfugiés syriens à apprendre à coder. En six mois, ils sont opérationnels et les employeurs les recrutent sur-le-champ. Autre projet, les « fermes d'avenir », qui portent très bien leur nom puisqu'il s'agit de produire sur les circuits courts, au niveau local. Pour autant, nous ne pensons pas que le secteur associatif et solidaire doive créer un monde parallèle, il faut tout faire pour que les personnes accompagnées rejoignent au plus vite le marché de l'emploi et soient autonomes au niveau des revenus.

Quelles sont les (nouvelles) mesures que les pouvoirs publics devraient mettre en œuvre pour réduire la précarité de l'emploi ?

Parlons sans détour : la gauche a fait de grandes choses depuis 2012, je retiens notamment la prime d'activité, qui encourage vraiment l'exercice d'une activité et donne ce dont chacun a besoin pour exister socialement : un revenu décent. Le plan 500 000 formations va aussi dans le bon sens pour les demandeurs d'emploi les plus en difficulté, peu ou pas qualifiés, dans le cadre de partenariats avec les régions.

Mais je pense qu'il faut plus que des mesures, il faut un changement d'approche, un changement culturel, notamment en ce qui concerne l'insertion de nos jeunes. Parlons là aussi sans détour : l'aversion contre le système scolaire est profonde chez les jeunes. Quand les jeunes en alternance sont en entreprise, ils s'éclatent mais, dès qu'ils retournent en cours, ils dépriment. Notre système éducatif est trop déconnecté du monde de l'entreprise. Un dernier exemple : le CAP commis de cuisine dure deux ans. Deux années pendant lesquelles, le jeune, souvent issu de milieu modeste, n'aura aucun revenu. Chez

Thierry Marx, la formation dure... douze semaines. Et les employeurs potentiels s'arrachent les jeunes ainsi formés. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit : l'école est indispensable pour développer l'esprit critique et donner un bagage culturel essentiel, elle doit simplement diversifier beaucoup plus ses cursus et les adapter au monde réel.

L'égalité réelle, justement, ce n'est pas de mettre le lycée Henry IV en pleine banlieue, de mettre à disposition des outils dont certains jeunes n'arriveront de toute façon pas à se servir. Qui plus est, arrêtons de vouloir opposer la sécurité et l'esprit d'entreprendre. L'ADIE est ici un excellent exemple. Cette association fournit des crédits sans intérêts à des chômeurs qui souhaitent créer leur entreprise. De manière générale, les gens que nous croisons ont tellement d'énergie, tellement de bonne volonté, que notre pays ne doit pas et ne peut pas s'en passer.

Enfin, une requête, pour finir : il serait bon que les associations soient plus impliquées dans l'élaboration des dispositifs d'aide et d'insertion. Elles ont tellement d'expérience, tellement de connaissances des publics et de ce qui marche, tellement d'idées nouvelles. C'est la clé, nous devons à tout prix tenter des choses. Innovons !

LA PRÉCARITÉ SANITAIRE

Il m'arrive d'avoir des coups de fatigue. C'est logique, je dors modérément, les week-ends je suis souvent chez mes camarades en région ou à l'étranger. Mais cela fait longtemps que je ne me plains plus. Ce serait indécent vis-à-vis de toutes ces personnes que je croise et qui souffrent dans leur chair d'un emploi éreintant ou de ne pas avoir d'emploi du tout. Le cercle vicieux est terrible : quand on a peu, on s'occupe trop peu de sa santé. La maladie rend pauvre et la pauvreté rend malade.

Parmi les Français les plus pauvres (avec un revenu mensuel net inférieur à 1 200 euros), la moitié a déjà renoncé ou repoussé une consultation chez le dentiste, soit un bond de 22 points par rapport à 2008¹⁴. Les autres domaines concernés sont en fait les soins traditionnellement mal remboursés comme l'optique ou encore les audioprothèses. Le coût des soins est encore plus dur à supporter depuis le début de la crise de 2008, mais d'autres facteurs jouent, comme l'éloignement des médecins et les délais pour obtenir un rendez-vous. Moins on est couvert par une assurance complémentaire, plus on renonce aux soins. Les effets négatifs des précarités sur la santé sont évidents. Quand on est en situation précaire, on est plus souvent malade et... on meurt plus vite. En France, la mort frappe plus tôt les pauvres et, selon l'INSEE, l'espérance de vie d'un ouvrier est en moyenne inférieure de six ans à celle d'un cadre.

14. 10^e baromètre Ipsos/Secours populaire français, septembre 2016.

Oui, la précarité nuit gravement à la santé. Le Secours populaire en a pointé les effets dans son 10^e baromètre de la pauvreté présenté en septembre 2016 : 64 % des foyers les plus modestes ont du mal à assurer les coûts et doivent y renoncer. Ce problème d'accès aux soins provoque l'absence de suivi médical et donc l'absence de prévention. Le mode de vie des précaires a ensuite un effet indirect sur la santé, que ce soit en matière de conditions de travail, de mobilité, d'alimentation ou de logement. Le travail précaire, ce n'est pas la santé. Les emplois occupés sollicitent plus le corps et les cadences provoquent un stress élevé renforcé par l'instabilité du contrat et les périodes d'intermittence. Souvent, l'emploi se trouve loin du domicile.

À cela s'ajoutent les effets du mal-logement ; là aussi la santé est souvent exposée. Voici ce que dit le rapport de la Fondation Abbé Pierre déjà cité : « Les ménages les plus pauvres sont 8,8 fois plus nombreux à vivre dans des logements qui ne disposent pas de tous les éléments du confort de base (eau courante, installation sanitaire, WC intérieurs, chauffage) que les plus aisés. Il en va de même de l'exposition à l'humidité sur les murs, beaucoup plus répandue, qui concerne deux fois plus souvent les ménages pauvres que les plus riches. Quant aux bruits "très fréquents" la nuit, les pauvres sont six fois plus touchés que les riches par ce désordre, très dommageable pour la santé ou la scolarité. »

Il y a les effets du mal-logement et ceux de la mal-bouffe. On compte environ 22 % d'obèses chez les plus pauvres contre 6 % chez les plus riches¹⁵, en somme on a quatre fois plus de « chances » d'être obèse quand on est pauvre. L'obésité gagne du terrain, notamment chez les agriculteurs et les artisans, ce qui ne veut pas simplement dire

surcharge pondérale, mais aussi risque très élevé de diabète ou d'hypertension artérielle. C'est un problème considérable, sachant que la prise en charge de l'obésité coûte environ 20 milliards d'euro par an à la France. Le tabagisme coûte aussi très cher – six fois plus pour être exact – et l'on sait que les pauvres fument également plus que les classes moyennes, alors même que les campagnes publiques s'intensifient et que les prix augmentent. Pourquoi continuent-ils de fumer ? Sans doute parce que c'est l'un des rares petits plaisirs qui leur reste dans une vie stressante et précaire. Stressante car précaire.

Le gouvernement a agi depuis 2012 sur le terrain des inégalités sanitaires et médicales pour plus de justice sociale. Dans le plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adopté en 2013, le relèvement du plafond de ressources de la complémentaire santé gratuite (CMU-C) et de l'aide à la complémentaire santé (ACS) est instauré. Avec le même objectif de renforcement de l'accès aux soins, la généralisation du tiers-payant sera effective en 2017. La loi prévoit aussi d'étendre le bénéfice des tarifs sociaux pour les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires. Un million de personnes sont concernées. Enfin, il y a la question du maillage territorial de la santé, sur laquelle le gouvernement a soutenu le déploiement des maisons de santé, qui passeront de 174 en 2012 à 1 000 en 2017.

Renforcer l'accès à la santé est essentiel. Malheureusement, cela ne suffit pas car les personnes qui en ont le plus besoin n'exercent pas toujours leurs droits. Il faut dire que le soin est devenu très technique. Des associations ont ici identifié le défi, comme l'UNIOPSS. Une fois encore, il est plus qu'utile de les écouter. Elles connaissent Brissy-sous-Bois sur le bout des doigts.

15. Étude ObÉpi-Roche, octobre 2012.

« FAIRE QUELQUE CHOSE D'UTILE
ET DE DIFFICILE »

Entretien avec **Patrick Doutreligne**,
président de l'UNIOPSS, Union nationale interfédérale des
œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux

Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours ?

J'ai débuté mon parcours au milieu des années 1970 dans le Nord-Pas-de-Calais comme éducateur spécialisé auprès d'adolescents dits « en grande difficulté », ce qui est un euphémisme. Ainsi, sur les 45 jeunes que j'accompagnais, 8 avaient été condamnés pour meurtre. Mais je voulais faire quelque chose d'utile et de difficile, leur apporter ce que j'avais reçu et qui leur manquait, de l'attention, de l'amour, de l'écoute. Ce retour sur investissement affectif a payé, l'un est même chef d'entreprise. Cette réussite, c'est ma récompense. Ensuite, j'ai dirigé un service de tutelle et découvert la très grande pauvreté de familles sans espoir, sans eau ni électricité. Dans les années 1990, je rejoins l'UNIOPSS¹⁶ pour dynamiser et épauler le tissu associatif régional. Lionel Jospin arrivant au pouvoir et valorisant la lutte contre l'exclusion, je rejoins le cabinet du secrétaire d'État au Logement Louis Besson comme conseiller technique. Après un passage au Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées auprès de Xavier Emmanuelli, je passe ensuite quatorze ans à la Fondation Abbé Pierre. Une rencontre fabuleuse, des années passionnantes. Je reviens à l'UNIOPSS comme président bénévole, toujours engagé aux côtés des associations, toujours au service des personnes vulnérables et fragiles. Et je préside aussi l'ADOMA, qui

16. www.uniopss.asso.fr/section/unio_accu.html

s'occupe d'insertion par le logement de travailleurs migrants et de demandeurs d'asile. Je fais un peu dans le cumul des combats...

Quelles sont les missions de l'UNIOPSS et comment fonctionne-t-elle ?

Nous avons trois grandes missions. Tout d'abord, un travail de représentation du monde associatif du secteur sanitaire, médico-social et social auprès des pouvoirs publics et des parlementaires, défendre nos valeurs de solidarité, notamment dans la préparation des projets de loi et la rédaction des décrets. Ensuite, réunir les associations du secteur non lucratif de solidarité, animer ce formidable réseau et défendre ses intérêts pour, au fond, créer une interface solide pour la solidarité. Nous sommes environ 25 000 établissements et services avec des terrains d'action propres, des attentes parfois différentes mais souvent complémentaires. Enfin, troisième mission, l'animation, pour faire évoluer le rôle et l'image des associations et de l'UNIOPSS auprès de l'opinion, adapter notre réseau à l'époque du numérique dans un contexte économique difficile.

Nous travaillons au sein de commissions et de nombreux groupes de travail. Cela couvre le champ de la protection de l'enfance, l'accès aux soins, la prise en charge de l'autonomie, chez les personnes âgées et pour les handicapés, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, la question du modèle économique et donc du financement du secteur médico-social et enfin la dimension territoriale car nous sommes présents au niveau régional avec les URIOPSS.

Au fil des années, les précarités ont évolué. Qu'avez-vous observé ?

Les précarités se sont aggravées. Depuis les années 1980, la massification est indéniable, on ne travaille plus sur les marges de la société, on travaille au cœur de la société et on prend en charge une

minorité, certes, mais grandissante. Bien entendu, la variable-clé, c'est le chômage, qui passa la barre symbolique du million en 1976 et qui est aujourd'hui à plus de 6 millions de personnes toutes catégories confondues. Cela se répercute sur les autres types de précarité et donc aussi celle de nature médico-sanitaire.

La précarité en matière de santé est de double nature, physique et psychique. Il y a la question de l'accès aux soins, qui nécessite de l'accompagnement et de la pédagogie, mais il y a aussi les effets des autres précarités, de logement par exemple, sur la santé. Et puis il y a la santé mentale, pas assez prise en compte. On a ainsi observé que 30 à 50 % des SDF souffrent de maladies mentales. Est-ce le monde de la précarité qui exacerbe une fragilité existante ? Est-ce la fragilité qui accélère le basculement ? On ne le sait pas avec certitude. Il faut dire que nous évoluons dans une société marchande qui affaiblit les solidarités collectives mais aussi les défenses mentales individuelles en faisant la promotion de la consommation et donc de la frustration, cela fait beaucoup.

Votre approche de la lutte contre la précarité en matière de santé a aussi évolué ?

Absolument, on est dans la troisième phase. Au début de l'histoire associative, dans la foulée de la loi de 1901, les associations ont été créées pour aider les indigents, dans une logique assez bienveillante, c'est l'ère du « faire pour ». Pendant les Trente Glorieuses, dans la foulée du CNR, les associations travaillent en soutien de l'État providence et en accompagnement des publics, c'est l'ère du « faire avec ». Aujourd'hui, il faut intégrer les publics dans l'élaboration même des projets pour augmenter leur pertinence et leur efficacité, c'est l'ère du « faire faire » : faire participer les publics, les faire acteurs de leurs propres dispositifs. C'est la question de l'*empowerment*, de

l'autonomisation des personnes prises en charge, non pas pour faire moins de notre côté mais pour faire mieux.

Quand on est malade, on doute de tout, on ne sait rien, on attend beaucoup des médecins qui sont des « sachants » mais aussi des « parlants ». Souvent, ils imposent un traitement sans alternative et sans discussion. Or, les études montrent que l'implication du malade dans le traitement améliore celui-ci. Offrir au patient au moins un traitement alternatif lui redonne un choix, une liberté. Les nouveaux modes de prise en charge de l'autisme sont ici un bon exemple, mais tous les dispositifs médico-sociaux devraient s'inspirer de cette approche impliquante et mobilisante.

Quel bilan tirez-vous des actions des pouvoirs publics depuis 2012 en matière de lutte contre les précarités relatives à la santé ? Et quelles sont les actions qui restent à mener ?

En la matière, le gouvernement a été volontariste et courageux. Volontariste quand on voit le plan de lutte contre la pauvreté, la généralisation du tiers-payant, le plan vieillissement ou encore le soutien aux maisons de la santé. Et courageux, non seulement face à certains lobbies, mais aussi face à certains penchants de la population qui reprend malheureusement à son compte le cadrage populiste de l'« assistanat ».

Alors, soutien total au projet de société qui sous-tend tout cela et adhésion aux objectifs affichés, mais de la déception en ce qui concerne l'engagement dans la durée et donc en termes de moyens financiers. Le financement est à la fois un vrai problème et un faux problème. Un vrai problème car l'économie n'est pas florissante et il fallait rétablir les comptes publics. Mais, il y a autre chose, à savoir la manière de mener les chantiers et de contribuer aux choix. Il faut élargir le débat parlementaire par un débat populaire et faire

participer les associations et les citoyens aux décisions. J'admire les pays nordiques pour cela. Il suffit de regarder l'exemple de la fixation du prix du loyer, l'État impose le dialogue mais la solution est le fruit des discussions entre associations de locataires et de propriétaires. Pour la suite, un sujet me préoccupe et mériterait l'attention des autorités. Notre société a fait le choix de la libéralisation de la médecine, soit, mais, de fait, les médecins ne viennent pas s'installer dans les quartiers en difficulté. Mécaniquement, les urgences des hôpitaux sont trop sollicitées pour de simples actes médicaux et cela coûte plus cher à la collectivité. Là, il faut agir, car c'est absurde et injuste.

Autre remarque, plus générale, dans le contexte politique actuel, avec la montée du populisme de droite, la gauche doit être forte sur ses bases, donc sur ses valeurs. De ce point de vue, pour ne citer qu'un exemple, la gauche doit éviter de faire la leçon à Mme Merkel sur les réfugiés. Enfin, ces valeurs doivent nourrir des actes dans les quartiers. On se souvient des événements de 2005. Après cela, on a dit aux jeunes : « l'effort paie », mais ce n'est pas vrai, les discriminations sont là, même avec un diplôme. On est face à une nouvelle génération de précaires : des précaires aigris et frustrés. Un sujet central.

LA PRÉCARITÉ CULTURELLE

Je suis député de Paris, pour être précis de la 16^e circonscription qui recoupe le XIX^e arrondissement. C'est un arrondissement en mouvement, là où je milite. Il est multiple, de la Mouzaïa aux Buttes-Chaumont, en passant par Danube-Solidarité et La Villette. Il a aussi le taux de pauvreté le plus élevé de la capitale, avec des endroits où il frôle les 40 %.

Oui, le XIX^e est un quartier pauvre, alors on compense, avec des habitants qui rivalisent d'imagination pour améliorer le quotidien, pour créer des emplois et des liens, pour maintenir la joie de vivre ensemble. Dans le XIX^e, les murs ont des oreilles, des yeux, des bouches et des couleurs par milliers : ce sont les graffs de Da Cruz. L'art permet de changer la ville et il confronte les habitants au beau et stimule leurs sens et leur pensée. L'art pour tous, c'est la démocratisation en actes, c'est la mission de la gauche.

On évoque souvent les inégalités sociales mais rarement les inégalités culturelles, les deux sont pourtant liées. Ainsi, 44 % des pauvres ne sont pas diplômés et seuls 3,3 % de pauvres ont un bac + 2 ou plus, selon l'Observatoire des inégalités. Il s'agit là encore d'un terrible cercle vicieux : face à la précarité, la culture est la première sacrifiée en termes de dépenses alors que le capital culturel est essentiel pour l'affronter. L'absence de capital culturel freine la sortie de la précarité. Sans capital culturel, il est compliqué de s'y retrouver dans les démarches

administratives pour accéder à ses droits et pouvoir bénéficier des aides, notamment à un moment où de plus en plus de services sont 100 % en ligne.

La culture n'est pas simplement indispensable pour accéder aux droits et aux aides, elle permet aussi de rompre l'enfermement lié à la précarité qui, on l'a vu, ronge le corps et l'âme. Il faut aider les précaires à briser leur solitude, à pouvoir dépasser le stigmate de la précarité. Il faut donc qu'ils puissent participer à des activités ouvertes à tous les publics, à des sorties culturelles et de découverte, à de la formation à l'expression écrite et orale du français.

Parlons-en. Aujourd'hui, 7 % de la population adulte âgée de 18 à 65 ans est en situation d'illettrisme, alors même que l'instruction est obligatoire pour tous. L'illettrisme est d'autant plus problématique que la formation continue est la meilleure voie pour sortir de la précarité, pour aborder la révolution de l'immatériel et pour évoluer dans une société dite – le mot a son importance – de connaissances.

Le mot « illettrisme » est tout récent, c'est un néologisme créé en 1981 par ATD-Quart Monde. L'association vient d'en proposer un nouveau à l'automne 2016 pour dénoncer les discriminations contre les pauvres : la « pauvrophobie ». J'avais utilisé l'expression en novembre 2015¹⁷ pour dénoncer la dérive des populistes d'extrême droite qui sont xénophobes – on le savait – et dont les programmes économiques et sociaux sont dirigés contre les précaires et les plus faibles, comme ils le démontrent dans leurs municipalités au quotidien. Oui, les populistes de droite sont « pauvrophobes ». Je me moque de la paternité du terme,

17. <https://twitter.com/jccambadelis/status/663425293055565824>

la réalité qu'il énonce est en revanche capitale et doit être thématifiée. Le populisme a fait du peuple son fonds de commerce politique. Les populistes se sont arrogés le monopole du peuple, Patrick Buisson est même allé jusqu'à intituler son dernier brûlot *La Cause du peuple*.

Mais la démocratisation de la culture ou la participation du peuple à la vie de la cité, ils s'en moquent. Laurent Wauquiez peut sans rien risquer parler du « cancer de l'assistanat ». Les maires frontistes peuvent tranquillement supprimer les aides pour les enfants pauvres dans les cantines, le peuple ne vote pas. Aux municipales de 2014, les cinquante villes les plus abstentionnistes sont presque toutes des villes pauvres. Aux départementales de 2015, l'abstention aura été de 50 % en moyenne, mais de 70 % chez les plus pauvres.

Nous sommes au cœur du problème. Le décrochage culturel et civique sert les populistes mais dessert le peuple. Il ne suffira pas de dénoncer les « élites » et les riches comme le font certains à gauche. Il faut réarmer culturellement et politiquement les classes populaires. Si l'on veut soutenir la démocratie, il faut faire vivre la citoyenneté et donc la culture. Pas la culture de la droite, absente de sa primaire, qui s'apparente pour elle au superflu, au contingent. Pas la culture de l'extrême droite, qui sert à rééduquer le peuple et à faire la promotion des fêtes du cochon, sous-titrées, comme à Hayange, le « vivre-ensemble à la française ».

Il est plus qu'urgent de renforcer les droits culturels des précaires pour leur permettre de s'en sortir plus rapidement et plus durablement. Il est plus que temps de renforcer la représentation politique du précaire et de freiner sa récupération populiste. Il faut parallèlement dénoncer la culture de suspicion contre les pauvres et

les exclus que les droites répandent dans l'opinion. Il faut mettre les précarités au cœur de l'actualité politique. Si les progressistes ne le font pas, ils laisseront dans un même mouvement les précarités et les populistes prospérer. Il faut empêcher ce cauchemar. Il faut donc aussi faire reculer coûte que coûte les précarités culturelles qui punissent deux fois les individus : en tant que précaire et en tant que citoyen. L'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme contribue à ce combat.

**« LIRE, ÉCRIRE, COMPTE, CLIQUER :
C'EST LE BAGAGE RÉPUBLICAIN ESSENTIEL »**

Éric Nédélec,
coordinateur national de l'ANLCI,
Agence nationale de lutte contre l'illettrisme

Pouvez-vous vous présenter et parler de votre engagement ?

L'honnêteté m'oblige à vous dire que je suis engagé au Parti socialiste avec des responsabilités fédérales sur les questions d'éducation. Fils d'ouvrier syndicaliste et d'institutrice, je suis un produit de l'éducation populaire. Depuis plus de quarante ans, l'éducation pour tous est le moteur de mon implication associative, syndicale, politique et professionnelle. J'ai débuté comme instituteur, pour devenir à 26 ans permanent du mouvement d'éducation populaire des Francas. Au début des années 1990, un déclic se produit : je prends conscience que la réussite des enfants est corrélée à celle de leurs parents. Je poursuis mon parcours en travaillant près de quinze ans pour la formation continue auprès des adultes.

En 2004, j'ai l'opportunité d'intégrer comme chargé de mission l'équipe de l'ANLCI. J'en suis désormais le coordonnateur national. C'est un peu l'aboutissement de ce que je recherche toujours : cohérence entre ce que je fais et ce que je crois, et certitude qu'un engagement pour cette grande cause ne doit pas être récupéré ou utilisé pour devenir un objet politique. La lutte contre l'illettrisme est un triple combat : un combat pour que l'illettrisme ne prenne pas racine, un combat pour que la sortie de l'illettrisme soit possible et un combat pour que les personnes concernées ne soient pas oubliées et qu'elles se sentent considérées. Je me souviens de cette

syndicaliste rencontrée lors d'un débat, élue par ses pairs et qui ose avouer ses difficultés. C'est pour cette personne que mon engagement a du sens. Il faut qu'elle puisse sortir de cette situation sans être considérée comme une « cible » des dispositifs. Une « cible »... cet objet sur lequel on tire et que généralement on rate.

Pouvez-vous nous présenter l'ANLCI et ses principales formes d'action ?

L'ANLCI est un groupement d'intérêt public de nature interministérielle consacré spécifiquement à la prévention et à la lutte contre l'illettrisme. Notre rôle consiste à proposer un cadre commun de référence, des outils et des méthodes d'intervention. Il s'agit notamment de formaliser les bonnes pratiques et de les faire partager dans les territoires, pour gagner du temps et de la cohérence. Il s'agit aussi de bien connaître le phénomène et de bien le faire connaître. En 2013, tous les partenaires de la société civile que nous fédérons ont obtenu que la lutte contre l'illettrisme soit déclarée grande cause nationale par le Premier ministre. Leur mobilisation n'a pas faibli depuis. Grâce à cette méthode de travail qui réunit, par-delà leurs différences, tous ceux qui ont la capacité à agir contre l'illettrisme, nous avons fait reculer ce problème. 3,1 millions de personnes étaient confrontées à cette situation en 2004. Elles étaient 2,5 millions en 2012. Beaucoup reste encore à faire pour que l'illettrisme poursuive son recul puisque 7 % des adultes sont confrontés à cette situation après avoir pourtant été scolarisés en France.

Il nous revient donc d'agir sur tous les fronts en proposant des solutions de toute nature (éducative, culturelle, de formation, auprès des adultes...). Le défi est d'agencer des moyens, dans une forte diversité d'acteurs et de financements. Nous avons un rôle de fédérateur, nous travaillons avec différents services de l'État

(Éducation nationale, formation professionnelle...), mais aussi avec les régions, les partenaires sociaux, les associations caritatives et de parents d'élèves, et les bénévoles de la société civile. Nous travaillons enfin avec l'INSEE, à qui nous fournissons le protocole de test pour les grandes études nationales, car assurer le suivi statistique de l'illettrisme fait partie intégrante de nos attributions.

Comment analysez-vous la spécificité de la précarité culturelle ?

La précarité culturelle ne fait qu'aggraver les autres formes de précarité. On sait qu'elle freine fortement l'accès aux aides, alors même que 20 % des allocataires du RSA sont touchés par l'illettrisme. On n'ose pas thématiquer la précarité culturelle de peur de stigmatiser encore plus, mais c'est contre-productif et, surtout, aucun acteur sérieux ne dirait à une personne : « Vous êtes illettré, parlons-en... » L'illettrisme est un problème « caché », les Québécois disent : « Un problème criant mais qui se tait. » Ceux qui y sont confrontés le dissimulent parce qu'ils en ont honte. Mais comment le combattre si on ne le nomme pas clairement ? Sans stigmatiser, bien sûr, les personnes concernées, tous nos partenaires savent le faire et ils le font bien. Il faut donc faire campagne sur l'illettrisme comme nous le faisons dans le cadre des Journées nationales d'action contre l'illettrisme pour que les gens comprennent qu'ils ne sont pas « les seuls » et surtout qu'ils ne sont pas « tout seuls », qu'ils peuvent réapprendre quel que soit leur âge, qu'il y a des solutions, des associations, des formations... Nous nous battons pour que les personnes concernées soient en capacité de réussite et qu'elles puissent faire face à des situations simples : se faire comprendre, mettre à jour leurs droits, comprendre les consignes au travail, pouvoir inscrire leurs enfants aux activités scolaires...

L'enjeu est de réconcilier des personnes « fâchées » avec la lecture et l'écriture, leur redonner confiance, car elles ne se croient pas capables de relever le défi. Autant il faut une approche fédératrice au niveau national pour faire partager les solutions, autant il faut s'appuyer sur tous les acteurs aux sensibilités très diverses qui agissent dans des domaines variés. En effet, derrière le chiffre de 7 %, il y a beaucoup de situations différentes : à l'école, au travail, dans les services sociaux... La moitié des personnes concernées ont plus de 45 ans, la moitié travaillent, 26 % vivent dans des zones rurales.

Quelles sont les (nouvelles) mesures que les pouvoirs publics pourraient mettre en œuvre pour réduire la précarité dite culturelle, et notamment l'illettrisme ?

L'État est déjà fortement engagé, notamment dans le prolongement de la loi d'orientation sur la refondation de l'école dans le cadre des plans académiques de prévention de l'illettrisme et des plans régionaux de lutte contre l'illettrisme que nous impulsions dans chaque région. À titre d'exemple, lors des précédents comités interministériels Égalité et citoyenneté, il a été décidé que tous les agents d'accueil des services publics devraient suivre la formation en ligne que l'ANLCI a développée pour mieux identifier les indices révélateurs de l'illettrisme et aider les personnes qui y sont confrontées à trouver des solutions.

La loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle a instauré un droit pour tous à bénéficier d'une formation pour l'acquisition d'un socle de compétences de base. Ce droit est d'ailleurs repris dans le cadre de la création du compte personnel d'activité. C'est une avancée très importante, qui doit maintenant être connue du plus grand nombre.

Ce point est essentiel : la lutte contre l'illettrisme ne peut fonctionner que si elle s'appuie sur l'implication de celles et ceux qui sont au contact des personnes concernées, au quotidien, sur le terrain. La lutte doit s'adapter sans cesse. Dans le cadre de nos remontées de terrain, nous avons constaté la réussite des actions d'accompagnement des parents fâchés avec la lecture et l'écriture au moment où leur enfant entre à l'école. Nous appelons cela les « actions éducatives familiales ». On pourrait donc envisager de proposer un service public d'éducation ouvert et permanent pour les parents, qui pourrait réduire l'illettrisme et aurait aussi un effet très bénéfique sur la trajectoire scolaire des enfants.

Enfin, le problème qui devra faire l'objet de toutes les attentions, c'est la lutte contre l'« illectronisme », la précarité numérique. Ainsi, nous savons que 75 % des travailleurs sociaux sont amenés à faire des démarches en ligne à la place des personnes qu'ils suivent. Dans notre charte « Pour que le numérique profite à tous, mobilisons-nous contre l'illettrisme », nous disons que le numérique est partout et qu'il peut être un atout, à condition qu'on aide les gens à utiliser les technologies. Les outils numériques sont un atout gigantesque pour nous, permettant à la fois de coordonner les acteurs impliqués et de les aider de manière concrète, à l'image de la politique qu'il faut mener : flexible mais efficace, nationale et locale.

CONCLUSION

POUR UN NOUVEAU « NOUS » FRANÇAIS

Nous voici arrivés au bout de ce court périple dans Brissy-sous-Bois. Nous n'avons fait qu'entrevoir les précarités, comment elles enchaînent et comme elles s'enchaînent. Ce petit livre ne prétend pas faire plus qu'attirer l'attention sur cette France en souffrance, rappeler que les plus faibles ont besoin de visibilité et d'aide, mais aussi que toutes et tous nous faisons partie du même pays, du même réel, que nos destins sont liés. Cela devrait parler à tous, car l'isolement, l'exclusion, la maladie, la pauvreté sont là et touchent de plus en plus nos compatriotes. Les précarités sont là et il ne suffira pas de les ignorer pour les résoudre.

Les précarités sont là et elles ne viennent pas de nulle part. Elles causent de grands dommages humains et sociaux mais elles sont aussi causées, elles sont le fruit de notre société. Mais elles ne sont pas des fatalités. On peut lutter, comme en témoignent les acteurs associatifs à qui nous avons donné la parole dans les chapitres précédents. On peut agir, comme le fait la gauche aux responsabilités depuis 2012. Mais, disons-le d'emblée, elle n'a sans doute pas fait assez. Les précaires sont les visages qui nous hantent. Pourquoi ne pas le dire ? Tirons-en les conséquences et continuons à agir, à proposer. La gauche réfléchit à haute voix, par exemple sur la fusion des minima sociaux dans le cadre d'un revenu universel. Ce serait une mesure importante, car elle ferait

le choix de la simplification, ce qui renforcerait l'accès aux droits, notamment des jeunes. Mais la question du précaire est beaucoup plus large. Le prochain président de la République doit en faire l'axe majeur de sa politique. Pas simplement parce que la gauche doit être la voix de ceux qui n'en n'ont pas, ou parce que la question sociale est pour elle la question originelle.

Il faut en faire la question première – pas unique mais première – parce que sinon la République risque de s'évider, de devenir un mot creux qui ne veut rien dire et qui ne sert à rien. Il le faut car sinon nous vivrons dans une République sans cohésion sociale, donc dépourvue de cohésion politique. Il s'agit justement de répondre à la question politique par excellence, celle que tout le monde se pose : comment tenir la société ensemble ? Comment maintenir la cohérence malgré les souffrances et les différences ?

C'est tout l'enjeu de l'élection de 2017. Sortir du cadrage identitaire, de cette cage politique qui enferme les progressistes. Rappeler les origines sociales des crispations identitaires sans les nier et assumer que le souci du social fait partie de l'identité de la France.

Pour préparer 2017, nous ne partons pas de rien, nous disposons même d'un atout conséquent : un bon bilan. Rendons un hommage appuyé à son principal artisan, le président de la République. François Hollande aura été à la hauteur de l'Histoire et aura été l'honneur de la gauche. Sa décision début décembre nous impose le respect et nous oblige. J'éprouve un profond respect devant un président de la République qui rend un service immense à la France jusqu'au bout de son mandat. Et toutes et tous, à gauche, nous sommes face à une

obligation de rassemblement pour être fidèles à l'exemplarité morale et politique de François Hollande.

Pour préparer 2017 et au-delà du bon bilan, il nous faut penser un nouvel horizon social souhaitable pour tous, proposer un destin à la France pour le prochain quinquennat. Pour ce faire, il nous faut partir du constat, regarder le réel avec la froide objectivité qui s'impose : la France est aujourd'hui en proie au poison de la division. La suspicion est partout, la confiance nulle part. Les attentats y sont pour beaucoup, la crise sociale aussi. Le voisin n'est plus perçu comme un allié mais comme un ennemi, un concurrent dans le déclassement, un Autre radicalement autre. Le communautarisme se combine ici avec un « minoritarisme » : chacun se pense comme membre d'une minorité, forcément victime des autres minorités, la pire crainte étant de devenir la minorité d'une autre minorité.

Les droites surfent sur ce sentiment de suspicion, sur cette fragmentation généralisée. Au lieu de comprendre cette dérive et d'y répondre, au lieu de l'orienter dans le sens de la France, de la République, elles s'en servent pour nourrir leur revanche. Les débats de la primaire de droite n'auront d'ailleurs été que l'avant-goût de ce que serait la droite de gouvernement. Elle ne parle de l'éducation que pour affaiblir les professeurs, du chômage que pour réduire les allocations, du terrorisme que pour imposer l'État d'exception, du vivre-ensemble que pour pointer du doigt l'islam, de la culture que pour encenser la culture du chef. Et, en parallèle, elle ne dit rien ou si peu sur l'innovation et la recherche. Rien sur l'écologie. Et surtout pas un mot sur ceux qui souffrent, pas un mot sur le précaire qui ne renvoie pour eux qu'à l'« assistanat ». La droite se cache la réalité et s'imagine un « libéralisme zéro pauvre », comme on parle de « guerre zéro mort ».

Ce projet libéral inégalitaire et autoritaire n'est pas une alternative pour la France, c'est une altération de ce qu'est la France. On ne peut pas bâtir une société sur l'affaiblissement des services publics et des prestations sociales. Et pourtant... La droite a choisi son champion, ce sera François Fillon. François Fillon, c'est le *nec plus ultra* en matière de conservatisme : ultra-libéral sur le plan économique et social, ultra-conservateur sur le plan sociétal et ultra-radical sur le plan identitaire. C'est la révolution conservatrice, c'est la liquidation totale. François Fillon dans son projet, ne travaille pas au Kärcher, il travaille à la Thatcher, c'est-à-dire à l'acide : son programme veut dissoudre tous les piliers de la République sociale. François Fillon a un adversaire, ce sont les acquis sociaux. Ce pour quoi nos anciens se sont battus ! Ce qui fait la France !

Erreur économique et horreur sociale : voilà ce qui attend les Françaises et les Français. Mais, derrière cette menace, il y a bien pire encore. Car François Fillon – ce Trump triste –, ce héraut de la révolution conservatrice, est un bien faible rempart contre la révolution nationale qu'appelle de ses vœux Marine Le Pen. Couleur de muraille, François Fillon est un simple rempart Potemkine contre l'extrême droite. Il incarne cette droite passerelle pour l'extrême droite. Et si le programme de François Fillon venait à s'appliquer, ce serait l'avant-dernier chapitre de l'accession au pouvoir pour le Front national. On peut même aller plus loin : l'année prochaine, si par malheur la gauche était éliminée dès le premier tour, on a du mal à imaginer pourquoi Marine Le Pen ne l'emporterait pas, tellement le programme social et économique de François Fillon est effrayant pour nos compatriotes. Je ne mets pas en cause François Fillon en tant que personne. Il a eu des propos malheureux mais dit se situer dans le cercle républicain. C'est son programme qui ne l'est pas.

Décidément, notre pays se trouve dans une grave crise d'orientation, il n'arrive plus à identifier et à valoriser les bonnes productions sociales, à définir un projet d'ensemble. Il faut dire que tout s'accélère, les idées ont du mal à suivre le réel.

En fait, la France vit son moment « ketchup », ce moment où, en tapant sur le fond du pot, involontairement, tout sort d'un coup : la remise en cause des certitudes, la crise concomitante du modèle social et du capitalisme financiarisé, l'avènement de techniques planétarisées et son lot de progrès stupéfiants et d'inégalités inédites, la troisième révolution industrielle qui est en fait une triple révolution : de l'immatériel, du biologique et de la robotique.

Cette crise d'orientation est finalement une crise de la description. Ce sont les rapports entre territoire, population et ordre politique qui doivent être revus car le cadre d'analyse politique hérité du XX^e siècle a volé en éclat. Ce cadre était constitué de trois éléments : un État national contrôlant l'économie et homogène sur les plans culturel et religieux. Or, que constate-t-on ? 1) Que l'État national doit composer comme jamais avec des forces supra-, infra- et transnationales. 2) Que les forces économiques et financières contrôlent les flux tout autant que l'État et qu'on ne connaît toujours pas le numéro de téléphone du capitalisme. 3) Que nos sociétés sont devenues plurielles sur les plans culturel et religieux mais qu'elles n'ont jamais vraiment eu le temps de l'intégrer, et parfois même de l'organiser.

Cette crise de la description vaut aussi pour la gauche. Elle doit aborder cette élection en assumant son bilan mais en assumant aussi le fait que sa propre grille de lecture est périmée. Il ne suffit pas de s'indigner, il faut indiquer le chemin et les moyens, reformuler ses

promesses et repenser les formes de la solidarité. On le voit, il y a urgence, il faut un projet pour la France. Pour une France solidaire dans un monde ouvert, tenant compte des bouleversements sans s'y soumettre. Car, disons-le, notre pays ne souffre pas d'un « suicide français », comme l'écrit la plume de la réaction Éric Zemmour, mais d'un immense *gâchis français*. Ce gâchis, c'est ce qui me hante le plus. Dans ce monde ouvert en proie aux menaces géopolitiques, face aux disruptions industrielles, face aux défis numériques et nanotechnologiques, la France a besoin de chacun des siens.

Les 8 millions de pauvres sont 8 millions de chances en moins de partir à la conquête de l'avenir. Les précarités sont des machines à broyer les hommes et à gâcher leurs talents mais aussi à gâcher les atouts de notre pays. C'est une honte morale, un scandale social et une infamie économique. Le gâchis français empêche le génie français de se déployer et de s'exprimer. Il faut donc lutter sans relâche contre les précarités, contre ce gaspillage insupportable de rêve et d'espoir, contre les logiques d'exclusion et de discrimination qui nourrissent des dérives sociales pathologiques. Il est temps de s'attaquer à tout ce qui attaque les individus !

Il faut un projet, c'est-à-dire une intention, une vision qui se fait visée, qui veut changer le réel et l'orienter dans le sens de nos valeurs. Un projet qui nous permette de nous projeter avec force et enthousiasme dans la mondialisation et dans l'avenir. Un projet qui rappelle qu'une société est plus grande que la somme des individus qui la constituent. Face à une France à plusieurs vitesses, nous voulons un nouveau sentiment d'appartenance, qui mette précisément l'accent sur le collectif et l'inclusif.

Notre projet, c'est le nouveau « nous » français. Ce pronom personnel au pluriel est un parti-pris politique essentiel. Oui, la France a besoin de tous et donc tous doivent pouvoir compter sur la France. Dans ce nouveau monde, dans ce nouveau siècle, il faut un projet clair : des Français plus autonomes dans une France plus solidaire. Autonomie et solidarité sont les maîtres mots du nouveau « nous » français. Il s'agit d'un projet de société qui remet la méritocratie au centre et permet la réussite pour tous, pas seulement pour les plus aisés et les mieux connectés. Une société qui offre à tous les moyens de réussir leur vie, quels que soient leur origine sociale, leur niveau d'étude, leur sexe, leur lieu d'habitation et leur couleur de peau. Que personne qui en a le désir, l'envie et la volonté ne puisse être empêché, voilà un beau projet. Une société qui donne le droit à un avenir pour chacun, un endroit où il fait bon vivre, où le voulu l'emporte sur le subi. Cette société de la réussite pour tous est une société décente, où la solidarité le dispute enfin à la solitude, où l'on partage les défis et les bénéfices. Une société articulée autour de compromis sociaux puissants et durables qui donnent de la sécurité aux travailleurs et de la visibilité aux investisseurs. Une société qui fait confiance aux individus et leur capacité à la redéfinir elle-même, en continu et en commun.

Le nouveau « nous » français s'articule autour de cinq idées fortes :

- **Instaurer le troisième âge de la décentralisation.** Oui, il faut décentraliser le pilotage de l'économie si l'on veut réformer la France et assurer la transition du numérique et de l'écologie. Cela passe notamment par la régionalisation de la politique industrielle, du service public de l'emploi et de l'offre d'apprentissage. La décentralisation, c'est rapprocher les citoyens des lieux de décision pour rendre la démocratie vivante, active, c'est donc défendre le non-cumul des mandats dans le temps et le droit d'amendement citoyen.

- **Casser les castes en luttant contre le précaire.** Le nouveau « nous » français ne laisse personne au bord du chemin. Le prochain quinquennat fera donc de la question du précaire la question centrale. Concrètement, cela veut dire un revenu minimum décent, des parcours professionnels sécurisés, une production de logements adaptés aux temps de la vie, l'offre de services publics adaptés aux rythmes de la vie, un droit au voyage pour les jeunes et bien entendu – comment ne pas le mettre en avant dans ce livre ? – le soutien au bénévolat et à la vie associative.
- **Défendre la République pour tous dans une France sûre.** La République ne peut vivre et survivre sans citoyens confiants dans l'avenir, en un sens : sans vrais républicains. La République doit donc protéger tous les siens : des précarités, nous l'avons dit, mais aussi des discriminations et de l'insécurité. Nous sommes pour une charte nationale de la laïcité. Et puisque les moyens disponibles pour assurer la protection optimale des citoyens s'avèrent notablement insuffisants, tandis que les armées peinent à dégager des effectifs pour participer aux missions de sécurité intérieure, nous proposons de discuter des modalités d'une véritable garde nationale passant par le rétablissement de la conscription.
- **Faire de la France la première puissance écologique et la première puissance numérique.** Cela passe par le choix de l'économie circulaire, par le soutien sans failles à l'agro-écologie, par la réalisation des objectifs inscrits dans la loi de transition énergétique. Nous proposons donc un programme d'investissement université-recherche, de grands travaux de rénovation thermique et de modernisation des infrastructures de réseaux (rail, énergies, eau, très haut débit) et que la culture du numérique soit diffusée dans toutes les entreprises.

- **Enfin, proposer un nouveau patriotisme efficace : le souverainisme européen.** Dans un monde apolaire, l'Europe ne peut pas être amorphe. Le nouveau « nous » français est aussi un nouveau nous européen. Recommencer l'Europe, c'est notre objectif. L'Europe doit être en mesure de défendre ses valeurs, ses frontières et ses intérêts. En conséquence, il faut aussi une nouvelle doctrine du commerce international avec l'exclusion des services publics, le respect des préférences en matière sociale, environnementale et sanitaire, le refus de la coopération réglementaire qui limite le droit à l'autodétermination des démocraties, l'instauration d'une Cour internationale permanente pour traiter des conflits liés à l'investissement et enfin l'inclusion des questions fiscales dans les accords.

Ainsi, le nouveau nous français est une société qui mise sur l'agilité sans sacrifier l'égalité, une société qui protège mais aussi une société qui libère, qui permet aux individus de se retrouver dans ce qu'ils font. Dans cette société, il faut un État qui assume son autorité et son rôle. Il ne doit pas simplement fournir de la protection face aux aléas de l'existence, il doit créer les conditions d'un épanouissement pour tous en continu. Un État pas minimaliste donc, mais essentialiste, qui se concentre sur l'essentiel. Cet État s'appuie sur un principe simple : la solidarité tout au long de la vie. C'est pourquoi je parlerai non pas d'État providence, mais d'État permanence. Un État non pas oppressant mais présent, un État qui met les moyens à disposition de tous mais qui est aussi là au bon moment pour les bonnes personnes, les plus précaires, en matière de logement, d'éducation, d'emploi, de santé et de culture¹⁸.

18. Pour plus de détails, je vous renvoie aux Cahiers de la présidentielle que le Parti socialiste a produits tout au long de 2016, notamment celui sur l'État social-écologique.

Voilà le projet que notre candidat doit porter s'il veut l'emporter, voilà le projet que la gauche doit défendre pour sortir du faux choix entre l'apathie et l'hystérie. Parce que la gauche doit se rappeler qu'elle ne se bat pas pour des causes et des concepts mais avant tout pour des personnes, nous devons incarner cette gauche volontaire et exemplaire, qui fait dans le sérieux budgétaire mais aussi dans le sérieux égalitaire. Seule cette gauche sera fidèle à son engagement et sera capable de rendre les populistes impopulaires.

En 2017, la France a rendez-vous avec elle-même. L'enjeu n'est pas de réformer la France mais de reformer la France, car trop de précarités, trop d'incertitudes l'ont séparée d'elle-même. Il ne suffira pas de dire qu'on est ni de droite ni de gauche pour sortir de la crise politique et encore moins pour se débarrasser des injustices. Il ne suffira pas de désigner l'Étranger pour redonner du sens à la France, ni de faire des « élites » le bouc émissaire de nos déboires. Il s'agira de défendre la flamme vacillante du progrès, de redonner de la liberté aux espérances et aux destins individuels, de rendre l'égalité réelle.

La question posée aux Français sera simple : qui répond le mieux à la question de la cohésion, qui incarne et défend le mieux les valeurs de la France fraternelle ? Aussi, il s'agira de mettre la gauche au second tour de l'élection présidentielle. Il est donc vital de faire de la primaire de la gauche et des écologistes un succès démocratique, pour envoyer un message aux droites et pour créer un élan unitaire et une dynamique de rassemblement à gauche.

En 2017, rien n'est joué. La droite a dévoilé son programme de grande régression et on sent bien que si ce programme est majoritaire dans leur primaire, il est loin d'être majoritaire dans le pays. Dans le

même esprit, l'extrême droite est peut-être aux portes de la cité mais mais ce n'est pas inéluctable, à condition de faire le choix de l'unité.

En 2017, ce qui se joue, c'est le sens de la France. Oui, la bataille de France, en France, pour la France a commencé ! Derrière l'apparence de la révolution conservatrice de François Fillon, pointe la réalité de l'offensive mondiale du national-populisme plus ou moins xénophobe qui saisit les démocraties occidentales. Cette bataille de France oppose la réaction à la modernité et au progrès. La réaction est diverse dans ses manifestations mais elle est compacte dans sa principale revendication : elle veut le retour au monde d'hier. Elle unit dans un rêve, celui de défaire tout ce que fit le monde depuis les années 1960.

Aujourd'hui, la France, pays des passions politiques par excellence, se repose enfin la question politique par excellence, celle de sa cohésion. Elle ne pourra y répondre positivement qu'en respectant le génie français, c'est-à-dire en mettant la volonté de transformation au pouvoir. Ainsi, la France pourra agripper le réel par le col, le regarder droit dans les yeux et lui dire : « Je vais te façonner. »

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
La nouvelle question du précariat	13
Le mal-logement	21
La précarité de l'emploi	31
La précarité sanitaire	41
La précarité culturelle	49
Conclusion :	
Pour un nouveau « nous » français	59

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-105-9

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR

JANVIER 2017

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

BRISSY-SOUS-BOIS OU LES OUBLIÉS DE LA RÉPUBLIQUE

Les précarités, il ne suffit pas de les ignorer pour les faire disparaître. Elles sont là. À Brissy-sous-Bois, ville imaginaire que Jean-Christophe Cambadélis a choisie pour illustrer tous ces destins brisés dont on ne parle jamais, et partout ailleurs.

Mais ces précarités sont le fruit de notre société et, comme le font les associations à qui cet essai donne aussi la parole, on peut les combattre. À la gauche de s'engager aux avant-postes de ce combat, en étant aux côtés de ceux qui n'ont pas.

Puisqu'elle interroge le cœur même de la République, la question du précarariat doit être au cœur même du prochain quinquennat.

Jean-Christophe Cambadélis est le Premier secrétaire du Parti socialiste et député de Paris.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-105-9
6 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès